

L'AN I DE LA RESTAURATION en marche : Une présidence autoritaire et antisociale

Un an s'est écoulé depuis l'accession au pouvoir d'Emmanuel Macron.
Nous sommes entrés depuis comme l'indiquent certains journalistes en « Macronie ».

A l'aide de différents articles de presse et de documentaires,
Nous pouvons mieux cerner la manière de gouverner du chef de l'Etat.

L'élection d'Emmanuel Macron a suscité un séisme dans la vie politique puisqu'elle a pulvérisé les partis traditionnels. Emmanuel Macron est entré à l'Élysée sans jamais avoir été élu et en s'étant présenté à l'élection présidentielle pour la première fois. Guillaume Erner, journaliste à France Culture et chroniqueur à Charlie Hebdo se demande à ce propos « Comment appréhender la difficulté des êtres, le tragique de la vie, quand on a ce destin-là ? » [...] « De Chirac à Jospin, nos vieux politiques avaient peut-être des défauts, mais ils avaient au moins une sagesse : celle qui consiste à savoir que la victoire ne relève pas de l'évidence » (Charlie Hebdo n°1346 du 09/05/18).

Les différents articles et documentaires choisis nous présentent un président transgressif et dont la nature profonde est autoritaire.

Sa communication très contrôlée fait référence à l'histoire et notamment aux symboles de la monarchie. Les Français s'aperçoivent de plus en plus qu'il mène une politique de droite. Il gouverne en s'appuyant sur la Haute-Administration dont il est issu.

Ces douze mois nous ont permis de cerner le Macronisme : un régime qui ne laisse pas de place aux contre-pouvoirs aussi bien aux syndicats qu'au Parlement. Le projet de loi sur les institutions prévoit de renforcer encore les pouvoirs du président. Vers quel régime allons-nous ?

Un président adepte des propos transgressifs

Nous connaissons le goût de la transgression d'Emmanuel Macron avant son élection, un passage du documentaire diffusé par France 3, le 7 mai, intitulé Macron président, la fin de l'innocence, l'illustre à nouveau parfaitement. Il fait un parallèle entre l'acte héroïque du colonel Beltrame et le combat social contre la diminution des APL : « Beltrame est un patriote... Ceux qui pensent que le summum de la lutte c'est 50 euros d'APL... ne savent pas ce que c'est que l'histoire de notre pays » (Franceinfo, le 7 mai 2018, [« Emmanuel Macron : la phrase qui choque »](#)).

Dont la communication fait référence à l'histoire notamment aux symboles de la monarchie

Il est vrai qu'Emmanuel Macron raffole de symboles historiques notamment ceux empruntés à la monarchie. Dès 2015, dans une interview à l'hebdomadaire Le 1, il faisait déjà référence à la royauté : « je pense fondamentalement que le peuple français n'a pas voulu la mort du roi ». En août 2017, il indiquait qu'il assumait « cette part de transcendance qui fait qu'en France le processus démocratique n'est jamais tout à fait parvenu à son terme ». Dès le soir de sa victoire

des détails de la cérémonie rappellent encore la monarchie : les choix du lieu, le Louvre, ancienne résidence royale, de la mise en scène – l'homme qui marche seul vers l'Histoire et de la musique de Beethoven qui souligne la solennité du moment.

Comme sous la monarchie, le chef de l'Etat met en scène son corps. Lorsque par exemple il récite devant 200 personnes le conte musical de Prokofiev Pierre et le Loup, le 1^{er} mars 2018. Ou bien encore lorsqu'il se mêle à la foule, il touche, enlace, caresse, prend les enfants dans ses bras... Pour Bruno Roger-Petit « C'est un toucher performatif : le roi touche, Dieu te guérit. Il y a une forme de transcendance. » Un lointain rappel de ce que furent les rois thaumaturges qui étaient censés guérir des écrouelles (Le Monde dimanche 6 - lundi 7 mai 2018 - Macron sur la voie royale). ▶



Macron sur la voie
royale

Un président autoritaire qui s'appuie sur la Haute-Administration

La référence à la royauté a pour objectif d'asseoir l'autorité du chef de l'Etat. Mais cette posture confine à l'autoritarisme. Nous nous souvenons par exemple qu'il est le premier président de la Vème République à avoir aussi clairement et publiquement recadré un chef d'Etat-Major, le général Pierre de Villiers, le 14 juillet 2017.

D'ailleurs Arnaud Benedetti, professeur à la Sorbonne en communication, la nature profonde d'Emmanuel Macron est autoritaire. Il est autant prince que manager. Sa parole est centralisée, verticale et contrôlée. Il laisse très peu de place politique à ses relais (ses ministres, son président de groupe parlementaire et même parfois son Premier Ministre) interview dans [CNEWS du 6 mai 2018](#).

De plus, il a réduit le nombre de conseillers dans les cabinets ministériels afin de gouverner en s'appuyant sur la technocratie, dont il est issu.

Une politique de plus en plus identifiée comme étant de droite

Différents sondages illustrent que les Français ont changé leur perception du parti du président, la République en Marche : de 33 % à le classer à droite en 2017, ils sont passés à 50 %, un an plus tard (sondage Ipsos publié pour Le Monde, le 6 avril 2018). Une étude de Kantar Sofres-One-Point, publiée par Le Figaro, le 3 mai, indique que les sympathisants du parti les Républicains sont désormais majoritairement satisfaits (53% des sondés) du président de la République. C'est l'idée que l'on retrouve dans deux titres de journaux : Libération - Un an de Macron : la droite a enfin son président et Le Figaro « Réformes économiques, la droite en rêvait, Macron l'a fait ». L'illusion du « en même temps » a fait long feu.

Le président des gagnants, le président des riches

Il a privilégié les réformes dans le domaine économique (du Code du travail, de l'IFSE, de la CGS à l'exit tax) qui s'adresse « aux premiers de cordée », cette métaphore qu'il utilise pour désigner « ces hommes et ces femmes qui réussissent parce qu'ils ont des talents » et peuvent selon le président tirer l'ensemble des Français vers le haut. Les gagnants de la politique d'E. Macron sont les plus riches, les employeurs mais aussi les leaders comme Xavier Niel, patron de Free ou Cédric Villani, mathématicien et médaille Fields, député LREM.

Cette théorie du ruissellement ne repose sur aucune analyse économique mais « c'est un pari » d'Emmanuel Macron (Éric Heyer, directeur départemental analyse et prévisions de l'OFCE - émission de France 24 la semaine de l'Eco du 11/05/18 : [Un an de Macron à l'Élysée : le bilan économique](#)).

Sa politique, qui détruit les outils de régulation, les statuts protecteurs, les garanties, laisse volontairement de côté une certaine partie de la population, creuse les inégalités entre les citoyens. Les perdants du système de Macron sont les retraités, les fonctionnaires, les ruraux, les salariés et les classes populaires.

Le Macronisme

Cette manière de gouverner ne laisse pas de place aux contre-pouvoirs. Les syndicats sont mis sur la touche comme on peut le constater dans ses interventions sur les récents conflits sociaux SNCF ou Air France où le gouvernement table sur le pourrissement du conflit plutôt que d'ouvrir la voie de la négociation.

Le Parlement est également rendu inopérant. Le projet de loi sur les institutions qui prévoit un renforcement des pouvoirs du président de la République interroge. Le Président du Sénat, Gérard Larcher a ainsi déclaré lors d'une conférence de presse « Pour la première fois dans l'Histoire de la Vème République, un projet de révision constitutionnelle fait régresser les droits du Parlement ».

Car Emmanuel Macron est bien décidé à tout changer. Il prône le concept de la disruption que Guillaume Erner définit dans un article de Charlie Hebdo comme la nécessité de « tout revoir...rien ne peut rester en l'état » (Charlie Hebdo n°1346 du 09/05/18 – Macron, le président des gagnants).

En conclusion, nous citerons cette réflexion du politologue, Jérôme Sainte-Marie, au fond, « le macronisme est une critique profonde de la démocratie ».

Bien évidemment, en tant que citoyens, cela ne peut que nous interroger, mais, en tant que syndicalistes, dont la légitimité s'appuie sur le vote de nos collègues, nous nous insurgons contre la forme et le fond de cette politique, d'autant plus quand elle vient d'un président élu, selon ses propres termes « par effraction », « par des gens qui ne l'ont pas choisi ».

C'est pourquoi le SNUTEFE FSU estime nécessaire de se mobiliser pour dire non à son entreprise de démolition du service public, à travers la grève du 22 Mai, mais aussi, au-delà, avec tous ceux-celles qui refusent cette marche forcée vers une société néolibérale atomisée, soumise à la dictature de l'intérêt des ultra-riches, en participant à la « Marée populaire » du samedi 26 Mai.